	Un An.	6 Mois.	3 Mois.	1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS....	$12.00	$6.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.....	$15.15	$7.55	$3.75	$1.30

Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro — Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An.	6 Mois.	4 Mois.	3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$2.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER.....	$4.00	$2.05	$1.35	$1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTERATURE. — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

BUREAUX : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 8 DECEMBRE 1897 Fondée le 1er septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux : 323 rue de Chartres,
Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

☞POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

DEPECHES Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

Mort d'un pugiliste anglais.

Presse Associée.

Londres, 7 décembre—Walter Croot, de Newcastle, Angleterre, battu hier soir pour le championnat des «bantam weights» par Jimmie Barry, de Chicago, est mort ce matin des blessures qu'il avait reçues dans la bataille.

Les coups qui l'avaient terrassé étaient un coup dans la région du cœur et aussitôt un formidable coup sur la mâchoire. Croot est resté si longtemps sans recouvrer ses sens que des médecins ont été appelés. Les praticiens ont constaté un transport dangereux au cerveau. Le pugiliste n'a pas repris connaissance et il a rendu le dernier soupir ce matin à neuf heures.

Barry, arrêté quelques instants après la mort de Croot, a été conduit à la cour de police de Bow Street.

Cet incident a causé une grande excitation dans les cercles «pugilistiques».

Démonstration des étudiants à Paris.

Presse Associée.

Paris, France, 7 décembre—Le cabinet a décidé ce matin de répondre cet après-midi au Sénat à l'interpellaton de M. Sheurer-Kestner, un des vice-présidents de l'assemblée, au sujet du scandale Dreyfus, et d'accepter la discussion demandée.

On croit que comme la Chambre des députés le Sénat votera un ordre du jour approuvant l'attitude du gouvernement.

Un groupe d'étudiants s'est rendu cet après-midi devant le palais du Luxembourg où siège le Sénat et a fait une démonstration contre Dreyfus. Les manifestants ont parcouru plusieurs rues en criant «A bas Scheurer», «A bas le Sénat», «A bas le Figaro», «A bas Zola».

En Macédoine.

Presse Associée.

Sofia, Bulgarie, 7 décembre—Des nouvelles alarmantes sont arrivées aujourd'hui de Macédoine. On annonce que les Albanais ont commis de graves excès à Debra et à Kitchevo, ainsi que dans les districts environnants, tuant les hommes, outrageant les femmes et volant les bestiaux. Les autorités locales sont impuissantes.

On annonce aussi la persécution et l'arrestation de Bulgares par les Turcs.

Les commentaires des journaux anglais.

Presse Associée.

Londres, 7 décembre—Dans ses commentaires sur le message du président McKinley la "Gazette de St-James s'exprime ainsi cet après-midi:

Il a désappointé tout le monde en essayant de donner satisfaction à tous. Le président McKinley se trouve dans une position désagréable, entre deux selles. En somme, le message semble l'aveu hâtif d'un grand insuccès.

Le *Pall Mall Gazette* commente favorablement le message présidentiel et critique les commentaires du *Times*. Le journal fait remarquer qu'il est aussi difficile de traiter la question cubaine sans offenser l'Espagne que de traiter la question arménienne sans offenser le sultan.

Le *Globe* exprime l'opinion que le talent même d'un grand homme d'état aurait été mis à l'épreuve pour traiter la question et ajoute:

Quoique tous les arguments contre l'annexion de Cuba soient également applicables aux îles Hawaii, les Etats-Unis sont résolus à s'emparer de ces dernières, malgré le fait que l'Amérique, une puissance navale de quatrième ordre, ne puisse les tenir que par tolérance.

En cas de guerre les Etats-Unis seraient chassés par n'importe quelle grande puissance qui jugerait utile d'occuper les îles.

A Port-au-Prince.

Presse Associée

Port-au-Prince, Hayti, 7 décembre—Tous les sujets allemands qui s'était réfugiés à bord d'un navire dans le port ont regagné leurs domiciles, ne craignant plus de troubles, et les citoyens français, qui s'étaient installés à bord du vapeur "Ville de Marseille," réquisitionné à cet effet et arrivé de Porto-Rico, ont suivi l'exemple des allemands.

Naturellement, un grand ressentiment existe contre le gouvernement d'Hayti, à cause de l'humiliation infligée au pays par l'Allemagne; mais on croit qu'il n'en résultera qu'une crise ministérielle.

Soumission du gouvernement haytien.

Presse Associée.

Port-au-Prince, Hayti, 7 décembre—On comprend que la question de l'indemnité demandée par l'Allemagne pour l'arrestation illégale et l'incarcération de Herr Emile Lueders, un sujet allemand, est réglée à la satisfaction du gouvernement de Berlin, et que le gouvernement d'Hayti a accepté toutes les demandes, en face du déploiement de forces et de la menace d'un bombardement huit heures après la présentation d'un ultimatum, à la suite de l'arrivée, hier matin, de deux croiseurs allemands envoyés pour appuyer le comte Schwerin, ministre d'Allemagne.

La première formalité du règlement de la question a eu lieu hier soir à six heures, quand la flotte haytienne a salué le drapeau allemand, par le navire-amiral de la flotte, le "Crête-à-Pierrot", un petit bâtiment de 904 tonnes armé de quelques canons de petit calibre.

L'amiral Kilick, le commandant de la flotte haytienne, avait été chargé du salut au drapeau allemand.

Pendant que le drapeau de la république était amené à bord du "Crête-à-Pierrot" devant le drapeau allemand la musique haytienne a joué l'hymne national allemand, puis le navire-amiral a tiré une salve de vingt-et-un coups de canon, à laquelle a répondu le navire-amiral allemand "Charlotte", qui sert de navire-école.

La seconde formalité aura lieu de matin.

Le comte Schwerin, ministre d'Allemagne à Hayti, sera solennellement et officiellement reçu par les fonctionnaires du gouvernement.

Celui-ci a donné aux autorités allemandes, croit-on, l'assurance que prompte justice sera faite des fonctionnaires qui ont causé le différend entre la République et l'Allemagne.

Rumeur du Massacre d'une expédition française.

Presse Associée.

Bruxelles, Belgique, 7 décembre.—Le "Mouvement Géographique" dit aujourd'hui qu'il apprend qu'une expédition française commandée par le Major Marchand a été massacrée dans sa route vers le Nil, près de Bahreghazel,

Les survivants, est-il ajouté, ont battu en retraite sur Bornou.

La Rente Française.

Presse Associée.

Paris, 7 décembre—La rente trois pour cent a été de 103 f. 82 1|2 c.

La bourse à Paris.

Presse Associée.

Paris, 7 décembre—Les affaires ont été actives au commencement de la journée et l'ont été d'avantage à la fin. La rente espagnole a faibli quand le message du président McKinley a été connu et que l'on a constaté qu'il n'avait pas créé une impression rassurante.

La bourse à Berlin.

Presse Associée.

Berlin, 7 décembre—Les affaires à la bourse ont été languissantes ici et à Francfort. Les sécurités américaines ont été en demande et fermes. Les prix ont éprouvé une avance sensible, les actions du "Northern Pacific," et celles du "Canadian Pacific" ont été d'un plus facile placement.

Au Sénat Français.

Presse Associée.

Paris. France, 7 décembre.—L'interpellation de Mr. Scheurer-Kestner au sujet de l'affaire Dreyfus a été discutée aujourd'hui au sénat.

A la fin de la discussion le sénat a voté à l'unanimité l'ordre du jour pur et simple approuvant ainsi la conduite du gouvernement dans le cas de l'officier condamné.

En vue d'une séance mouvementée au sénat les abords du palais du Luxembourg étaient encombrés par une foule nombreuse aujourd'hui, et la police a dû être appelée pour maintenir la circulation libre.

De nombreuses dames et des personnages éminents se trouvaient dans les tribunes et les sénateurs étaient au grand complet.

Les formalités de l'ouverture de la séance terminées le président du Sénat, M. Loubet, a annoncé que M. Scheurer-Kester désirait interpeller le gouvernement, en la personnne de Mr. Méline, président en conseil, et en celle du Général Billot, ministre de la guerre, relativement à leurs déclarations à la chambre des deputés samedi dernier, au sujet du prétendu emprisonnement illégal d'Alfred Dreyfus, l'ex-capitaine d'artillerie condamné par une cour martiale pour vente de secrets militaires aux agents d'un gouvernement étranger.

Le premier ministre s'est déclaré prêt à répondre aux questions qui lui serait posées, et le sénat a décidé de passer immédiatement à la discussion.

M. Scheurer-Kestner a alors passé longuement en revue l'affaire Dreyfus. Il a démenti la déclaration de M. Méline relativement à ses documents prouvant que Dreyfus a été injustement condamné, disant que s'il n'avait pas livré ces documents au premier ministre, il les lui avait montrés.

Continuant, M. Scheurer-Kestner a dit qu'il aviat été violemment attaqué par une partie de la presse, mais qu'il avait trouvé des appuis énergiques et désintéressés parmi les membres des deux chambres, des hommes littéraires et autres.

J'ai dit à M. Méline, a continué l'orateur, qu'il pouvait publiquement me déclarer dans l'erreur s'il me montrait des preuves de la culpabilité de Dreyfus.

Mais M. Méline a refusé d'agir ainsi, et il a également refusé de prendre en considération mes déclarations relativement au billet anonyme. Si Dreyfus n'a pas été condamné à cause de ce billet anonyme, il a été alors condamné sur des preuves qui n'ont pas été communiquées à la défense et qui oserait défendre de telles procédures devant cette assemblée qui, l'autre jour, afin de protéger les prévenus contre les erreurs de justice, a voté des réformes dans les procédures criminelles.

M. Scheurer-Kestner a alors déclaré que le gouvernement avait refusé une révision du procès, et affirmé que l'auteur de la lettre anonyme était le pivot de toute l'affaire.

Le sénateur a ajouté, qu'il était certain qu'elle n'avait pas été écrite par Dreyfus, et il a demandé que la question fut rouverte.

L'orateur ne désirait pas attaquer la décision de la Cour, mais il a demandé si le ministre de la guerre, le général Billot, avait agi avec justice en déclarant publiquement que Dreyfus était coupable.

M. Scheurer-Kestner a conclu en protestant contre ceux qui ont traîné l'honneur de l'armée dans une question judiciaire.

Le sénateur a lu son discours tranquillement, sans passion, élevant la voix aux passages principaux.

Quand il a fait allusion à l'appui désintéressé qu'il avait reçu de deux journaux qu'on accusait d'être subventionnés par les amis de Dreyfus, une tempête de sifflets a éclaté, mais l'orateur est resté calme et a attendu la cessation du bruit pour continuer.

Il n'y a eu guère d'applaudissements.

Le général Billot, ministre de la guerre, a répliqué que M. Scheurer-Kestner ne lui avait pas montré de preuves.

Il a soutenu, a dit le ministre, que la lettre anonyme était la base de l'affaire, et que s'il était démontré qu'elle n'avait pas été écrite par Dreyfus, une nouvelle audition de cause devait lui être accordée.

Mais le général a dit que comme ministre de la guerre, il ne pouvait pas mettre en doute la décision de la cour martiale et qu'il avait agi dans la limite de son droit en déclarant et en répétant que Dreyfus était coupable. Des acclamations ont suivi ces paroles.

L'enquête actuelle, a dit ensuite le ministre de la guerre, n'a trait en rien à l'affaire Dreyfus; elle concerne le major Esterhazy dont les lettres récemment publiées par le «Figaro» attaquent vivement la France et l'armée française.

Le département de la guerre, a ajouté le général Billot, a fait son devoir, et les divers documents, y compris le bordereau, devraient être soumis à la commission d'enquête.

Le général Billot a conclu en ces termes:

Laissez la justice poursuivre son œuvre et pensons tous patriotiquement à l'armée et à la France.

Des applaudissements ont éclaté.

M. Méline, premier ministre, a pris ensuite la parole.

Le gouvernement, a-t-il dit, a pris la seule voie possible au milieu de la tempête de passions opposées qui a éclaté.

Une enquête militaire est ouverte; qu'on attende sa décision. La campagne de presse doit cesser, car elle a déjà fait beaucoup de mal.

L'honneur de l'armée et les intérêts de la défense nationale doivent rester en dehors des discussions. Certains faits affectent nos intérêts les plus essentiels et ils doivent rester secrets, dans la crainte qu'une indiscrétion n'ait les plus graves conséquences.

Le débat a été alors déclaré clos, et un ordre du jour du sénateur Frank Chauveau approuvant les déclarations du gouvernement a été adopté à l'unanimité.

L'impression dans les couloirs, après la clôture des débats et l'adoption de l'ordre du jour Frank-Chaureau, était que la campagne de M. Scheurer-Kestner avait reçu un coup mortel.

L'ambassadeur Von Mohrenheim

Presse Associée.

St-Pétersbourg, Russie, 7 décembre. — Le baron Von Morenheim, l'ambassadeur russe à Paris a été relevé de ses fonctions, mais il restera membre du conseil de l'Empire.

Peut-être le rappel du Baron a-t-il été causé par la dépêche à St-Petersbourg d'un correspondant du *Daily Telegraph*, de Londres, publiée le 11 août, disant:

L'intrigue diplomatique contre la visite du Président Faure à l'empereur Nicolas aura pour conséquence, je crois, le renvoi du Baron Von Mohrenheim, ambassadeur Russe en France et le comte Launes de Montebello, l'ambassadeur français en Russie.

Importations et Exportations.

Presse Associée.

Londres, 7 décembre—Les chiffres du Bureau de Commerce accusent des importations au mois de novembre, s'élevant à $1,330,498, et des exportations s'élevant à $2,202,717.

Règlement du différend entre l'Allemagne et Hayti.

Presse Associée.

Port-au-Prince, Hayti, 7 décembre—Le différend entre l'Allemagne et Hayti semble réglé. Le gouvernemen haytien a salué le drapeau allemand et les étrangers qui s'étaient réfugiés à bord des navires dans le port ontre gagné leurs résidences.

L'opinion de l'empereur Guillaume sur les Haytiens.

Presse Associée.

Berlin, Allemagne, 7 décembre.—Parlant du différend entre l'Allemagne et la république d'Hayti causé par l'incident Lueders, l'empereur Guillaume s'est, prétend-on, exprimé ainsi sur les haytiens:

Les haytiens sont un groupe de nègres méprisables légèrement inoculés de civilisation française. Mes navires-écoles, quoique simplement montés par des jeunes gens, leur apprendront des manières.

Suicide d'un juge.

Presse Associée.

Helena, Montana 7 décembre—Horace Buck, juge de la cour suprême de l'Etat, s'est suicidé quelques minutes après minuit en se tirant un coup de révolver.

NOUVELLES AMERICAINES

Estrada Palma et le message du président McKinley.

Presse Associée.

New York, 7 décembre—T. Estrada Palma, représentant du gouvernement provisoire cubain aux Etas-Unis, a commenté le message du président McKinley, d'après le «Herald», de la façon suivante:

Je ne m'attendais pas à des recommandations de mesures immédiates au Congrès, mais le président a laissé audit Congrès le soin de choisir le moment où une paix durable devra être établie dans l'île de Cuba et a fait allusion à la nécessité d'agir promptement en employant les mots «dans un avenir prochain». En outre, il dit qu'au cas où l'Espagne ne réussirait pas à pacifier l'île par l'exécution du plan d'autonomie, les intérêt américains l'humanité et la civilisation exigeraient une intervention par la force. Comme le capitaine général Blanco admet lui-même que les Cubains sous les armes n'accepteront pas l'autonomie le moment dont parle le président est arrivé. On remarquera que le président ne suggère même pas l'acceptation de l'autonomie aux Cubains, et il est évident qu'il n'aurait pas écrit le dernier paragraphe dans les termes qu'il a employés s'il avait cru que l'autonomie pût amener la pacification de l'île de Cuba.

M. Benjamin Giberga, ancien négociant de New York, un frère de senor Eliseo Giberga, le sénateur cubain, actuellement attaché à la délégation cubaine, a dit à un reporter:

L'octroi de l'autonomie à l'île de Cuba par l'Espagne proclame devant le monde la justice de la rébellion cubaine et le droit qu'avaient les Cubains de prendre les armes, puisque ce n'est que par la force que l'Espagne a été obligée d'accorder à Cuba ce qui n'est d'ailleurs qu'un semblant de gouvernement autonome. Mais il est maintenant trop tard, même pour la forme la plus ample d'autonomie, ce que l'Espagne n'est pas prête à concéder. L'autonomie accordée par l'Espagne n'existera que de nom et pour l'usage exclusif des habitants des ports et de quelques villes de l'intérieur tenues par les Espagnols. Les patriotes cubains actuellement sous les armes, qui doivent seuls décider, n'accepteront jamais l'autonomie; ils l'ont déclaré mainte et mainte fois; ils combattent pour une indépendance absolue et ils considèrent l'offre d'autonomie comme un aveu clair de l'Espagne du fait que sa cause est perdue.

Au commencement de la guerre, quand le maréchal Matinez de Camposa a suggéré des réformes dans l'île de Cuba, un journal proéminent de Madrid s'est fait l'écho de l'opinion publique en lui répondant: «pas de réformes mais des canons».

Le général Weyler est arrivé quelque temps après pour exécuter cette politique alors en vogue. Et aujourd'hui quand les Espagnols voient leur cause perdue irrévocablement car elle n'a plus d'argent, plus de crédit et plus d'hommes à envoyer à Cuba, et qu'elle est menacée par une guerre carliste à l'intérieur, sans compter celle qui est engagée aux Philippines ils attendent avec anxiété l'acceptation de l'autonomie par les Cubains. Pourquoi ont-ils refusé auparavant?

Parce qu'ils se croyaient forts et invincibles. Pourquoi l'offrent-ils aujourd'hui? Parce qu'ils sont convaincus de leur défaite. C'est une victoire signalée pour les armées cubaines puisque les Espagnols concèdent maintenant ce qu'ils ont refusé d'accorder autrefois.

L'Espagne désire terminer promptement la guerre dant l'île de Cuba mais elle ne peut arriver à ce résultat qu'en reconnaissant l'indépendance de l'île. Jamais l'île de Cuba n'a été aussi forte qu'actuellement; l'Espagne n'a jamais été aussi faible depuis le commencement de la guerre. Il est ridicule de demander aux Cubains de se soumettre quand la victoire finale et décisive est sur le point de couronner leurs efforts.

Suicide d'un sergent de l'armée.

Presse Associée.

San Francisco, Californie, 7 décembre—Le sergent J. Coghlan, de la compagnie A du premier régiment d'infanterie des Etats-Unis, s'est envoyé une balle dans la tête, au Presidio, en présence de son capitaine, J. P. Brandt. Coghland est mort sur le coup. Il avait bu plus que de raison. Jusque-là c'était un soldat modèle.

Le Président McKinley et sa mère.

Presse Associée.

Canton, Ohio, 7 décembre—Une fois de plus tous les enfants de Nancy Allison McKinley sont réunis à son chevet rendu sacré par sa lutte tenace contre la mort. Le président est arrivé avant que l'ange de la mort ait fait son apparition et ait emporté l'âme de la mère vénérable. En outre des enfants, des parents sont présents, entr'autres Mme McKinley, Mme Abigail Osborne, mère du consul W M. Osborne.

La scène pathétique de l'arrivée du président défie toute description. Au milieu de cette scène le président a éprouvé une joie inexprimable. Il lui était permis de voir sa mère encore vivante, après avoir accompli ses devoirs envers son pays, tenu ses engagements envers le peuple. Il avait assisté à l'ouverture du Congrès et appris en même temps avec bonheur qu'un mieux s'était manifesté chez sa mère.

Et il y eut dans la petite chambre une seconde scène presque trop sacrée pour être racontée. Tous les yeux se mouillèrent de larmes en voyant la mère du président sortir presque miraculeusement de l'état d'inconscience dans laquelle elle se trouvait.

Au moment où son célèbre fils est entré dans la chambre accompagné de sa femme et de Mlle Mabel McKinley, la sœur du président, Mlle Hélène, a dit:

Mère, voici William et Ida.

Le président s'est agenouillé au pied du lit de sa mère et l'a embrassée tendrement et pieusement. A ce moment Mme McKinley a passé son bras autour du cou de son fils pour lui montrer qu'elle le reconnaissait. Elle a également reconnu la femme du président à laquelle elle a tendu la main, ainsi que Mlle McKinley et Jack Duncan.

Il semblait aux assistants que la vénérable dame avait attendu l'arrivée de son fils.

Quelques instants après elle est retombée à l'état inconscient, et la force qu'elle semblait avoir réservée pour sa dernière entrevue avec son fils l'a abandonnée.

Pendant une heure le président est resté assis auprès du lit de sa mère, tenant la main de la malade.

Le médecin a été surpris de ce retour extraordinaire à la connaissance. A neuf heures 30 il a dit qu'elle devenait plus faible mais qu'elle passerait probablement la journée.

La fermeture du port de Dyea.

Presse Associée.

San Francisco, Californie, 7 décembre—Dans une lettre reçue par la Chambre de commerce de San Francisco la Citizens Klondyke Company de Tacoma exprime l'intention d'appuyer toute mesure tendant à la fermeture du sous-port de Dyea, Territoire de Washington. Les mesures énergiques prises par le gouvernement canadien pour accaparer les transports à la région de Klondyke sont expliqués tout au long, et des chiffres sont donnés pour démontrer le revenu considérable qui peut être tiré d'une taxe sur les effets des prospecteurs si quelque genre de représailles n'est pas établi.

Nouvelle compagnie de navigation.

Presse Associée.

San Francisco, Californie, 7 décembre—Le bureau commercial d'Alaska à San Francisco a reçu une lettre dans laquelle l'ex-gouverneur Joseph Hoadley, un associé de William Cramp et fils, de Philadelphie, dans la construction des navires, dit qu'il fera tout en son pouvoir pour faire de San Francisco le point terminus sud de la ligne de navigation de l'Alaska. Cinq vapeurs de plus de 3.000 tonneaux seront lancés. Ils correspondront avec une flottille de bateaux de rivière qui atteindront toutes les parties de l'Alaska.

Cette compagnie est organisée au capital de $7,000,000.

Arrivée du président McKinley à Canton.

Presse Associée.

Canton, Ohio, 7 décembre—Le président McKinley est arrivé à Canton à huit heures 55 du matin dans le train spécial parti de Pittsburg. En descendant de wagon il s'est immédiatement enquis de l'état de sa mère. Il a éprouvé un grand soulagement en apprenant qu'elle vivait encore. Conduit rapidement à la résidence, M. McKinley s'est rendu sans tarder au chevet de sa mère.

Indemnité.

Presse Associée.

Seattle, Wisconsin, 7 décembre,—A la cour fédérale, aujourd'hui, le juge Hanford a accordé à Gaston Jacobi et à Charles Buff, deux passagers partis pour l'Alaska sur le vapeur Eugene, au mois de septembre dernier, une indemnité de $800 chacun, que devront leur verser les propriétaires du navire pour n'avoir pas réussi à les conduire à Dawson.

Exécuté.

Presse Associée.

Auburn, New York, 7 décembre—Charles Burgess a été exécuté par l'électricité ce matin à dix heures 40 dans la prison d'Auburn. Burgess avait assassiné Henry W. Whitlock, à Sterling, comté du même nom, au mois d'août 1895.

L'annexion d'Hawaii au Sénat.

Presse Associée

Washington, 7 décembre—Le sénateur Davies, président de la commission des affaires étrangères, a annoncé aujourd'hui qu'il demandera demain au Sénat la discussion du traité d'annexion des îles Hawaii.

Les membres de la commission se réuniront demain avant la séance.

Exécution.

Presse Associée.

Milford, Pennsylvanie, 7 décembre — Herman Paul Schultz, qui avait assassiné sa femme le 21 septembre 1896, a été pendu aujourd'hui dans la prison du comté.

La trappe s'est dérobée sous les pieds du condamné à 11 heures 18.

Avant de mourir Schultz a lu une note dans laquelle il proteste de son innocence.

L'état de Mme McKinley à huit heures du matin.

Presse Associée

Canton, Ohio, 7 décembre—Ce matin à huit heures Mme McKinley reposait avec le même calme que depuis la première attaque de paralysie.

Le présdent doit arriver à Canton à huit heures 25. Il a pris un train spécial à Pittsburg.

On apprend que le train a éprouvé quelque retard et qu'il n'arrivera pas à Canton avant huit heures 45 ou neuf heures.

Au Sénat des Etats-Unis.

Presse Associée.

Washington, 7 décembre. — Un nouveau sénateur, M. H. D. S. Money, du Mississipi, a été installé aujourd'hui.

Après quelques brèves critiques sur ses lettres de créance il a prêté le serment d'usage.

M. Money occupe le siège de M. Daniel, de la Virginie, qui a pris celui qu'occupait le défunt sénateur George au centre du parti démocratique.

Pendant la séance de nombreux projets de loi sur des pensions privées ont été présentés, ainsi que plusieurs résolutions conjointes et sénatoriales.

Une discussion intéressante sur la question de priorité entre le projet de loi de M. Lodge sur l'immigration et le projet tendant à conférer au président le droit d'agir pour la protection des intérêts du gouvernement dans la vente du chemin de fer Kansas-Pacifique, continuait à la clôture.

Il est probable qu'une entente amicale sera conclue avant l'ouverture de la prochaine séance.

Déclaration du Gouvernement Chinois.

Presse Associée.

Pékin, Chine, 7 décembre. — Le gouvernement chinois fait savoir qu'avant l'occupation de la baie de Kiao-Chau l'Allemagne n'avait adressé aucune demande de réparation pour le meurtre des deux missionnaires Nies et Hennle, et qu'il n'existait aucune autre cause de différend entre les deux gouvernements.

Conséquemment, fait remarquer le gouvernement chinois, l'incident des missionnaires est considéré comme un prétexte pour obtenir une station navale, que l'Allemagne, c'est un fait connu, convoite depuis longtemps.

Le gouvernement chinois, est-il dit en terminant, ne consentira jamais à l'installation définitive des allemands à la baie de Kioa-Chau, car leur présence le priverait d'un port qui est considéré comme une base d'opérations navales des meilleures depuis la guerre avec le Japon.